

## Recherches sociographiques



Fernand DUMONT et Yves MARTIN, *L'analyse des structures sociales régionales, Étude sociologique de la région de Saint-Jérôme*

Jean-C. Falardeau

Volume 4, Number 2, 1963

Thèmes idéologiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055187ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055187ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Falardeau, J.-C. (1963). Review of [Fernand DUMONT et Yves MARTIN, *L'analyse des structures sociales régionales, Étude sociologique de la région de Saint-Jérôme*]. *Recherches sociographiques*, 4(2), 239-243.  
<https://doi.org/10.7202/055187ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1963

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

**é**rudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

## COMPTES RENDUS

Fernand DUMONT et Yves MARTIN, *L'analyse des structures sociales régionales, Étude sociologique de la région de Saint-Jérôme*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1963, 267 p.

Cette étude sociologique d'une région québécoise vient plus qu'à son heure. La préoccupation de la délimitation et de l'analyse des régions s'impose, tant dans la vie internationale que dans notre milieu immédiat. Depuis le dernier conflit mondial, les impératifs d'une planification économique et technologique, surtout dans les pays du Tiers-Monde asiatique et africain, ont fait prendre conscience de la nécessité d'une saisie préalable des composantes culturelles des régions à ré-aménager. Pour des raisons analogues, dans le Québec, un récent souci de rationalisation de l'exploitation des ressources naturelles et humaines incite à identifier avec précision les unités morphologiques et fonctionnelles de notre territoire disparate.

Cet intérêt d'actualité, si vif soit-il, est cependant secondaire. Le mérite essentiel du livre de Dumont et Martin est d'un autre ordre. Il est d'un ordre qui transcende les contingences de notre époque et de notre milieu. Il est d'un ordre durable, général, méthodologique. Point n'est besoin d'être devin pour prédire que ce livre, d'ici plusieurs années, servira de guide à quiconque entreprendra, où que ce soit, une étude régionale. Les auteurs sont trop modestes en affirmant dans leur *Avant-propos* qu'ils ont voulu seulement « retrouver des sources neuves d'hypothèses sociologiques sur le milieu » (p. 6). Ils ont accompli et ils offrent infiniment plus. Ils ont élaboré un modèle qui intègre la notion de « région » dans une analyse authentiquement sociologique. La hardiesse de cette tentative et, ajoutons-le immédiatement, la sûreté de la réussite font de leur œuvre un tournant décisif dans l'histoire de la littérature scientifique régionale telle que nous l'avons connue jusqu'à maintenant par les travaux des chercheurs canadiens ou européens.

Rappelons que chacune des sciences de l'homme a abordé à sa façon le phénomène de l'espace. Comme le note Étienne Juillard<sup>1</sup> à la suite de François Perroux (*L'Europe sans rivages*, 339), les économistes s'emploient à « délocaliser » les hommes, les choses, les activités, en exprimant les distances physiques en prix et en temps. Ce n'est que récemment qu'ils ont découvert la région et qu'inspirés par un Lösch, par un Leontief, par un J.-R. Boudeville, ils ont commencé à élaborer des schémas régionaux.

La notion d'espace est, au contraire, « consubstantielle au géographe ».<sup>2</sup> Celui-ci s'est donné comme tâche première de décrire l'espace terrestre en tant qu'occupé et transformé par les collectivités humaines. Par l'observation, il a découpé cet espace en aires différentielles. L'unité d'une aire ou région tient d'abord à la présence d'éléments physiques homogènes. À cette homogénéité naturelle s'ajoute un ensemble caractéristique

<sup>1</sup> « La région : essai de définition », *Annales de géographie*, LXXI, 387, septembre-octobre 1962, 484.

<sup>2</sup> Max. SORRE, *Rencontres de la géographie et de la sociologie*, Paris, Librairie Marcel Rivière, 1957, 99.

d'activités que les hommes ont historiquement instituées pour assurer leur subsistance et leur bien-être. Une région est un « paysage » humain. Trois éléments principaux concourent à l'identifier : le sol, l'histoire, le développement économique.<sup>1</sup> Le fait et le concept de « région » se sont ainsi imposés au géographe. C'est principalement en France, on le sait, que ce concept a obtenu la plus grande faveur. C'est en France aussi que se sont multipliées les monographies régionales dont plusieurs sont demeurées célèbres. « Comprendre et décrire (les) unités régionales, écrivait Demangeon, est l'une des fonctions primordiales de la géographie . . . la géographie régionale constitue l'un des points d'appui essentiels du travail de la géographie générale. »<sup>2</sup> Mais le modèle traditionnel de la monographie régionale est maintenant remis en question. On s'est rendu compte que les descriptions monographiques des géographes, parce qu'elles ne s'inspirent d'aucune théorie, n'acheminent vers aucune généralisation valable. Au surplus, la région n'est plus, même pour le géographe, le *donné* qu'elle était jadis. Les territoires régionaux auparavant autonomes deviennent les éléments dynamiques de plus vastes ensembles nationaux ou inter-nationaux.<sup>3</sup> Les nouveaux ensembles ne sont plus caractérisés par l'homogénéité ou l'uniformité. Ils sont structurés par rapport à ces pôles dominants et coordonnateurs que sont les grands centres urbains. Est-ce à dire qu'il faille renoncer à l'analyse régionale ?

La sociologie, jusqu'à maintenant, n'avait guère mobilisé ses ressources dans cette perspective. La région comme telle ne s'impose pas au sociologue. Celui-ci, cependant, dès les débuts, a inclus l'espace dans sa saisie du phénomène social. Durkheim, dans ses premiers textes de *La division du travail social* et des *Règles de la méthode sociologique*, affirmait la nécessité, pour expliquer les attitudes et les comportements collectifs, d'un recours au « milieu interne » de la société, à la morphologie, à ce qu'il appelait le « substrat » social. Il entendait par là, comme le rappellent Dumont et Martin (p. 13), à la fois l'ensemble de la population dont se compose une société, sa répartition sur un sol, ainsi que la configuration des éléments matériels qui affectent les relations et les activités collectives. Ce fut l'œuvre d'un Halbwachs de pousser la réflexion sociologique dans cette direction. Mais ce type de recherche demeura pratiquement sans lendemain. Les écologistes sociaux américains, de leur côté, cherchèrent à cerner la *community* biotique conçue comme la résultante spatiale et temporelle des processus de concurrence et d'interdépendance à l'œuvre dans une collectivité territorialement définie. Mais les intuitions de Park et de McKenzie, si elles inspirèrent d'originales études urbaines, ne se cristallisèrent dans aucun modèle systématique d'analyse. L'écologie humaine est demeurée aussi nébuleuse qu'ambitieuse.

C'est l'audace de Dumont et Martin de renouer avec la grande tradition sociologique tout en apportant une réponse aux perplexités des géographes. Appelés, en 1956, à diriger une enquête sociale dans le diocèse de Saint-Jérôme, au nord de Montréal, ils ont d'abord voulu justifier la pertinence méthodologique d'une analyse sociologique d'une région dont les frontières leur étaient en quelque sorte imposées. Dans un premier chapitre justement intitulé « Voies d'approche », ils exposent et justifient le modèle qu'ils ont construit pour régler leur entreprise.

Les auteurs partent du fait que la sociologie est la science des ensembles sociaux et de leur structuration. Si le sociologue doit analyser les phénomènes dans un territoire circonscrit, ce territoire même sera, à ses yeux, un facteur de structuration. Or, les principales couches du social se définissent et s'expliquent les unes par les autres. L'analyse sociologique, bien au delà de la simple description, est une mise en relation de ces couches (pp. 10-11). Si les travaux de morphologie et d'écologie sociales manifestent à l'évidence que « la sociologie projette, sur l'espace, une perspective bien spécifique » (p. 15), ils n'offrent que

<sup>1</sup> Gilles SAUTTER, « L'étude régionale : réflexions sur la formule monographique en géographie humaine », *L'Homme*, I, 1, janvier-avril 1961, 81.

<sup>2</sup> *Problèmes de géographie humaine*, Paris, Colin, 1952, 33.

<sup>3</sup> JUILLARD, SAUTTER, *op. cit.*

des problématiques incomplètes. Il reste à intégrer résolument l'espace dans l'analyse sociologique (*ibid.*).

La première phase de cette innovation méthodologique consiste à constituer une théorie sociologique de la région, ou « plus précisément, à chercher, dans le concept de région, une traduction opératoire du concept de structure sociale » (p. 16). Comment déterminer les facteurs de structuration d'une région? On peut, pour donner suite à cette interrogation, s'inspirer des analyses historico-écologiques (McKenzie, Innis, Creighton, Lower) qui ont porté sur les agglomérations métropolitaines en tant que facteurs d'intégration des économies territoriales. Ce type d'analyse impose une double perspective : l'une, génétique ou diachronique ; l'autre, proprement structurale. Or, l'inexistence d'étude globale de l'aménagement historique du territoire québécois rend difficile le recours à la première perspective. Les auteurs ont cherché à compenser cette carence en utilisant au mieux la documentation disponible. Leur œuvre témoigne du désir de concilier les deux modes d'approche.

Il reste à surmonter une antinomie. Si, en effet, la vision géographique de la région est analogue à l'imagination intuitive du peintre, elle implique aussi le choix de critères objectifs et quantifiés se rapportant, par exemple, à l'activité économique, au réseau routier, au rôle intégrateur des villes. Y a-t-il une contradiction irréductible entre cette saisie du paysage et la dissociation analytique de facteurs objectifs (p. 22)? Non, affirment les auteurs. La façon dont le géographe perçoit l'unité d'un paysage régional a un équivalent sociologique dans la saisie d'une société régionale comme totalité concrète. Un ensemble régional, même s'il est constitué de composantes hétéroclites, demeure un ensemble signifiant. La « reconstitution » d'un tel ensemble est analogue à la manière selon laquelle procède la psychologie clinique (p. 23). En d'autres termes, l'étude régionale, pour le sociologue, est une œuvre de sociologie clinique.

Ces postulats posés, les auteurs axent leur recherche selon deux préoccupations dominantes. D'abord, vérifier, au moins par approximations, si le territoire sous observation constitue sociologiquement un ensemble. Pour rendre possible cette vérification, ils ont découpé l'espace étudié en dix petites zones. L'autre problème consistait à déterminer les aspects ou les niveaux de la vie sociale les plus susceptibles de révéler la société régionale en tant que structure. L'indication des trois niveaux essentiels d'analyse structurale leur est fournie par un schéma général de la sociologie : 1. les processus de peuplement et la structure démographique ; 2. l'économie et les occupations ; 3. l'organisation sociale et la culture (p. 25). Les trois chapitres (II, III, IV) rapportant les observations de l'enquête sont ordonnés selon ces trois variables et chacun des chapitres, à son tour, présente successivement les constatations dans chacune des dix zones.

La lecture de ces trois chapitres permet de vérifier la fidélité rigoureuse avec laquelle les auteurs ont suivi la voie méthodologique qu'ils avaient balisée au départ. Elle permet aussi d'évaluer la fécondité et la validité de cette méthode. Grâce à celle-ci, la radiographie sociologique n'a retenu, à chacun des trois niveaux, que les faits significatifs. Grâce à elle, aussi, l'analyse permet de déceler entre les faits aux divers niveaux des relations imprévues, souvent dramatiques. À la différence des monographies habituelles qui récapitulent les observations du chercheur par juxtaposition et selon des catégories discontinues, on se trouve ici devant une étude architectonique.

La solidité et l'envergure en sont particulièrement manifestes dans le dernier chapitre de « Conclusions et perspectives ». Du début à la fin de leur étude, les auteurs ont voulu demeurer sensibles à la fois à la totalité profonde du « paysage » écologico-social de leur région et à la personnalité de chacune des dix zones qui en constituent les sous-unités structurales et fonctionnelles. L'observation de cette dialectique leur permet, en une première conclusion, de classer les dix zones par rapport à leur degré respectif de développement économique et social (p. 188). Il se trouve que celui-ci est corrélatif au degré d'au-

tonomie vis-à-vis l'agglomération montréalaise. La seconde opération consistera donc à préciser les relations fonctionnelles entre celle-ci et l'ensemble de leur région. Ces relations, estiment-ils — et l'on retrouve ici leur souci d'une perspective génétique globale —, doivent être considérées dans le cadre plus général des liens fonctionnels historiques entre Montréal et l'ensemble du territoire québécois. Une analyse de l'évolution démographique de toutes les régions économiques du Québec, de 1851 à 1956, révèle un double processus : une concentration croissante de la population dans la région montréalaise (35.6 pour cent de la population totale de la province en 1951) et une déconcentration parallèle à l'intérieur de celle-ci. Le rayon de la « région métropolitaine de Montréal » définie comme l'aire de participation directe, quotidienne, à l'activité de l'agglomération centrale a maintenant atteint 25 milles (42 km). C'est dans le foyer de ce vaste processus écologique qu'il faut chercher l'explication de plusieurs phénomènes économiques, sociaux ou culturels notés au cours de l'enquête : la spécialisation hâtive de l'agriculture, la forte proportion des journaliers parmi la population active, l'instabilité de l'emploi, les processus de prolétarianisation, les lacunes de l'organisation sociale locale, etc. Les auteurs ne sont pas loin de conclure, en dernière analyse, à une « banlieusardisation » de toute leur région. Celle-ci révèle néanmoins un certain dynamisme spécifique. Le moteur en est la ville de Saint-Jérôme qui, historiquement, a joué un rôle stratégique dans les étapes du peuplement (p. 195). Elle a été le centre, la plaque tournante d'un incessant effort, jamais assuré, de conquête agricole du « nord ». Aujourd'hui, par ses activités industrielles, elle est « une étape de repli vers les occupations urbaines », rôle qui « se traduit dans le destin personnel de beaucoup d'individus » (p. 197). Sa vocation profonde est « de devenir le pôle essentiel de structuration de ce vaste territoire . . . » (p. 198).

Ces remarques entraînent les auteurs à poser, à partir de leurs observations dans la région de Saint-Jérôme, des questions plus générales sur l'ensemble du Québec. D'abord, sur le réseau urbain. « L'emprise de Montréal sur l'espace québécois est écrasante » (p. 199). En conséquence, « les petites villes et surtout les villes moyennes n'ont pas réussi à diversifier nettement leurs fonctions dans l'environnement immédiat et leurs fonctions dans l'aire plus large et plus abstraite » (*ibid.*). Les centres urbains n'ont pas su assurer leur emprise ; ils n'ont pas affirmé leurs *fonctions de relais* ; comme dans la région observée, ils ont surtout été les points de transit d'une massive migration vers Montréal. Des études plus poussées en arriveraient probablement à déceler l'existence de ce que les auteurs appellent « des facteurs proprement écologiques de prolétarianisation » (p. 201).

D'autres phénomènes généraux de maldéveloppement ou de sous-développement ont été illustrés par l'enquête, en particulier le piètre état de l'organisation agraire. Les activités agricoles diminuent par spécialisation et par abandon. Cette réduction est à la fois effet et cause de nombreuses réactions en chaîne : absence de participation des producteurs agricoles aux processus de l'organisation des marchés ; abandon des terres ; manque d'orientation du dépeuplement agricole ; persistance d'un type archaïque de paroisse rurale ; vieillissement des populations agricoles ; caractère parasitique de l'« industrie » du tourisme, etc. (pp. 202-203). En fait, plus que la seule organisation agraire, c'est l'organisation sociale tout entière qui est mise en cause. « La double occupation, le voisinage de couches culturelles disparates, la coupure entre les générations, etc. rendent . . . difficile une prise de conscience de la situation qui pourrait donner lieu à une prise en charge adéquate » (p. 204). Les ruraux manifestent une inaptitude notoire « à participer activement à des associations volontaires de type moderne » (p. 204) ; il a été jusqu'à maintenant impossible de constituer des élites agricoles sinon des élites tout court ; les hommes de profession et les hommes d'affaires qui feignent de jouer ce rôle se retrouvent dans des organismes qui sont insuffisants « pour la définition des problèmes collectifs » (*ibid.*) ; la plupart des associations sont articulées à la paroisse, laquelle ne peut être, « dans le milieu canadien-français, le cadre d'organisation sociale qui convienne aux situations et aux problèmes d'aujourd'hui » (p. 205).

Dans une toute dernière section, les auteurs s'interrogent sur les « enseignements » méthodologiques qui se dégagent de leur « expérience » (p. 205). À l'intention des chercheurs québécois, ils rappellent « la carence effarante », dans notre milieu, « de la documentation de base » ainsi que « l'urgence d'une histoire de l'aménagement de l'ensemble du territoire québécois » (p. 206). À l'intention de tous les chercheurs, ils précisent les suggestions qu'offre leur monographie pour des recherches ultérieures, qui se voudraient plus proprement théoriques, sur la définition même des variables qui ont été retenues par leur modèle.

Ces trois dernières pages, à elles seules, résument toutes les qualités d'un ouvrage remarquable à tant de points de vue. Je répète que cet ouvrage de Dumont et Martin fera époque. Grâce à eux, l'analyse sociologique de la région vient d'acquiescer ses lettres de créance.

Jean-C. FALARDEAU

*Département de sociologie et d'anthropologie,  
Université Laval.*

Philippe GARIGUE, *L'option politique du Canada français: une interprétation de la survivance nationale*, Montréal, Éditions du Lévrier, 1963, 174 p.

Le doyen Garigue se trouve bien situé pour réfléchir sur la crise nationaliste actuelle du Canada français. Même s'il est solidement implanté dans notre société, il la voit et la juge avec un certain recul, souvent impossible aux « indigènes » que nous sommes. Sa formation de sociologue et ses études antérieures sur le Canada français ajoutent encore à l'autorité de sa position.

Je dirai dans un moment comment l'auteur me semble avoir joué ces atouts. Mais il faut d'abord tenter de résumer une argumentation qui, invoquant Descartes, se veut un exercice de logique et de démonstration scientifique.

Le but que se propose le doyen Garigue est de dégager le facteur prédominant ou « variable stratégique déterminant » de la conjoncture défavorable qui pèse sur le Canada français depuis 1760. Cette recherche commence par une assez longue introduction théorique où l'auteur définit le Canada français comme étant « en transition du niveau du regroupement culturel à celui de la nation-État » (p. 15), recense quelques théories sur la formation de la nation, puis discute de méthode, pour enfin aboutir à cette hypothèse que « l'orientation principale du Canada français, ainsi que des valeurs culturelles, sont les résultats d'une motivation canalisée par la priorité totale de la survivance comme déterminatrice du comportement » (p. 28).

Dans les trois chapitres suivants, l'auteur applique la notion de survivance à l'étude du Canada français, montre comment s'y sont développées l'idée de la légitimité nationale et celle de la primauté de l'autonomie culturelle. Après quoi il est longuement question du lien direct, au Canada français, entre sentiment d'appartenance et sentiment d'identité, ainsi que de leur institutionnalisation. Un autre chapitre traite des trois orientations principales de la pensée canadienne-française (idéologies d'Église, idéologies fédéralistes et idéologies indépendantistes), de la crise idéologique actuelle et du sentiment d'aliénation qui l'accompagne. Ce sentiment d'aliénation ainsi que l'évidence accumulée dans les chapitres précédents incitent le doyen Garigue à poser que le « variable stratégique déterminant » de la conjoncture défavorable au Canada français est la situation de dépendance où il se trouve depuis 1760. Après avoir indiqué comme cette situation fut longtemps rendue acceptable par « la possibilité de canaliser les aspirations des Canadiens français vers des buts non conflictuels » (p. 151), l'auteur montre qu'il n'en est plus ainsi aujourd'hui. Une nouvelle solution politique est nécessaire. Il y a bien le séparatisme, mais le doyen